

Unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 16 juillet 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GUYOT ENVIRONNEMENT (ex-PRESTA'CASSE)

Z.A les Grandes Landes
17 rue Blaise Pascal
35580 Guichen

Références : UD/2024-426
Code AIOT : 0005520933

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/07/2024 dans l'établissement GUYOT ENVIRONNEMENT (ex-PRESTA'CASSE) implanté Z.A les Grandes Landes 17 rue Blaise Pascal 35580 Guichen. L'inspection a été annoncée le 01/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GUYOT ENVIRONNEMENT (ex-PRESTA'CASSE)
- Z.A les Grandes Landes 17 rue Blaise Pascal 35580 Guichen
- Code AIOT : 0005520933
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise GUYOT ENVIRONNEMENT (ex-PRESTA'CASSE) est spécialisée dans la démolition, achat et vente de produits de récupération métaux et divers négoce de matériels véhicules machines outils et d'équipements automobiles.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative de l'établissement,
- suites données à la précédente inspection,
- respect des prescriptions applicables de l'arrêté ministériel du 26/11/2012, notamment celles relatives à l'entreposage des déchets, aux rejets aqueux, aux moyens de lutte incendie et aux vérifications périodiques des matériels de sécurité et installations électriques.

L'inspection a rappelé à l'exploitant les échéances de l'arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque incendie dans les installations de gestion de déchets et en particulier de l'obligation d'élaborer un plan de défense incendie à compter du 1er juillet 2024 ainsi que celle de réaliser un exercice incendie au plus tard pour le 1er juillet 2014 et à renouveler tous les trois ans.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Changement d'exploitant	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 1.4.5	Sans objet
5	Comportement au feu du bâtiment abritant les ateliers du centre VHU	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 7.2.1	Sans objet
7	Bilan de l'autosurveillance des déchets	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 9.3.1	Sans objet
8	Auto surveillance de la qualité des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 9.2.1	Sans objet
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 7.2.3	Sans objet
17	PFAS Campagne d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Surveillance de l'installation	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 7.5.1	Sans objet
3	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 1.2.1	Sans objet
4	Aménagements	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 1.2.4	Sans objet
6	Mesures prises en cas de détection de déchets radioactifs	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 8.2.2	Sans objet
9	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 7.3.1	Sans objet
11	Registre et traçabilité	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44	Sans objet
12	Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > I.	Sans objet
13	Aire de dépollution, démontage et découpage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42	Sans objet
14	Entreposage des pneumatiques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > II.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
15	Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des v...	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > III.	Sans objet
16	Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > IV.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site récemment repris par un nouvel exploitant apparaît propre et bien géré. Il est cependant nécessaire que celui-ci prenne connaissance de l'ensemble des prescriptions applicables aux installations et s'assure de leur respect.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 1.4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitant
Prescription contrôlée : Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.
Constats : L'exploitant indique que la reprise du site est effective depuis le 1 ^{er} juin 2024. La déclaration de changement d'exploitant n'a pas encore été faite. L'exploitant souhaitait joindre à cette déclaration un porter à connaissance relatif à la réorganisation du site mais n'a pu mener à terme ses réflexions notamment en ce qui concerne la circulation des poids lourds sur le site. Ce porter à connaissance sera transmis dans un second temps. <u>Demande d'action corrective :</u> L'exploitant effectue sous 15 jours la déclaration au Préfet de changement d'exploitant.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 7.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Personne référente
Prescription contrôlée : L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.
Constats :

Le nouveau responsable du site est Monsieur Pierre Le QUILLEC.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 1.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rubriques ICPE
Prescription contrôlée : A - 2791 - Traitement des déchets non dangereux - presse cisaille 145 kW, 80 t/j A - 2718 - Tri-transit de DD - 2 bennes inox de 11 t pour batteries + 3 bennes tampon de 1 t = 25 t E - 2713 - Tri transit de métaux - 1 114 m ² E - 2712-1 - Traitement des VHU - 770 m ² DC - 2710-1 - Collecte de DD - 2 bacs de 1 t pour apport de batteries en zone couverte = 2 t
Constats : La situation administrative de l'établissement est inchangée pour l'instant. L'exploitant a cependant affirmé que le démontage et la vente de pièces détachées automobiles n'est plus réalisé sur le site. Le porter à connaissance à venir définira les nouvelles modalités de fonctionnement du site et les aménagements associés. Le jour de l'inspection, les batteries sont stockées dans des caisses plastiques étanches dans le bâtiment de collecte des déchets apportés par le producteur initial. Les quantités présentes sont estimées à 16 tonnes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Aménagements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 1.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Surfaces aménagées
Prescription contrôlée : Les surfaces du site sont aménagées de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none"> • 5 000 m² de dalle bétonnée pour les zones d'exploitation extérieures, • 700 m² de bâtiments couverts sur dalle bétonnée, • 2 130 m² de voiries restantes imperméabilisées. La zone d'accueil est équipée de 2 ponts bascule et d'un bâtiment de 400 m ² abritant des bureaux, un hall abritant les déchets apportés par le producteur initial et un auvent de déchargement. La zone de regroupement, tri et cisailage des déchets de métaux se décompose de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none"> • une aire d'entreposage de ferrailles à cisailier en vrac d'une surface de 200 m², • une aire d'entreposage de ferrailles cisailées E1C d'une surface de 150 m², • une aire « platin » de 120 m², • une aire « ferrailles légères » de 160 m², • une aire centrale de 384 m² divisée en 9 casiers, • une aire de 100 m² pour les moteurs, stockés dans des conteneurs fermés et étanches. La zone « centre VHU » se décompose de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none"> • un bâtiment de 200 m² abritant l'atelier de dépollution, l'atelier de démontage, l'entreposage

<p>des liquides retirés des VHU et l'entreposage des moteurs d'occasion,</p> <ul style="list-style-type: none"> • une aire d'attente de 200 m² pour les VHU non dépollués, • une aire de 160 m² pour les carcasses de VHU dépollués et démontés en attente de compactage, • une aire de 120 m² pour les carcasses de VHU compactées en attente d'évacuation, • un haut-vent de 50 m² pour les pneus usagés, • une aire dédiée aux bennes d'entreposage des verres et composants plastiques volumineux démontés.
<p>Constats :</p> <p>Les surfaces aménagées sont globalement conformes à celles prévues dans l'arrêté préfectoral avec toutefois quelques divergences notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un seul pont bascule est présent sur site, - la presse cisaille est consignée en attente de réparation (remplacement des flexibles hydrauliques), - le stockage des pneus est réalisé en benne à proximité de l'atelier VHU, - les batteries sont stockées en caisse palette étanche dans le bâtiment de collecte des déchets apportés par le producteur initial (pas de batteries lithium, non acceptées sur le site), - absence de stockage de pièces détachées en bâtiment et de moteurs en benne ou sous auvent. <p>Dans le cadre de la reprise du site, l'exploitant envisage une réorganisation des zones de stockage et de circulation afin notamment de séparer le flux des poids-lourds des véhicules de particulier.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il devra porter ces modifications à la connaissance du préfet, préalablement à leur réalisation, en apportant les éléments permettant d'estimer si cela constitue une modification notable ou substantielle au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Comportement au feu du bâtiment abritant les ateliers du centre VHU

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 7.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu du bâtiment abritant les ateliers du centre VHU</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Réaction au feu.</p> <p>Les parois extérieures du bâtiment « centre VHU » abritant l'installation sont construites en matériaux A2 s1 d0. Le sol est incombustible (de classe ATP),</p> <p>II. Résistance au feu.</p> <p>Le bâtiment présente les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'ensemble de la structure est a minima R 15 ; - les murs séparatifs entre deux cellules de travail sont REI 120 ; - les murs séparatifs entre une cellule, d'une part, et un local technique (hors chaufferie) où un bureau ou des locaux sociaux sont RET 120 jusqu'en sous-face de toiture sauf si une distance libre d'au moins 10 mètres est respectée entre la cellule et ce bureau, ou ces locaux sociaux ou ce local technique. <p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p>

En 2021, l'exploitant n'avait pas pu présenter les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu du bâtiment abritant les ateliers du centre VHU.
Dans le cadre de la reprise du site, le nouvel exploitant a missionné un bureau d'étude (ICC) afin de statuer sur la conformité du bâtiment « centre VHU » aux caractéristiques de résistance au feu prescrites.

Demande d'action corrective

L'exploitant transmet sous 3 mois les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu du bâtiment abritant les ateliers du centre VHU. En cas de non-conformité aux dispositions constructives prescrites, il transmet dans les mêmes délais un plan d'action corrective.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 6 : Mesures prises en cas de détection de déchets radioactifs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 8.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Radioactivité

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place une procédure de gestion des alarmes du dispositif de détection de la radioactivité. Cette procédure identifie les personnes habilitées à intervenir. Ces personnes disposent d'une formation au risque radiologique.

Les alarmes doivent pouvoir être instantanément identifiées par une personne habilitée à intervenir. Le cas échéant, un dispositif de report d'alarme est mis en place.

En cas de détection confirmée de radioactivité dans un chargement, le véhicule en cause est isolé sur une aire spécifique étanche, aménagée sur le site à l'écart des postes de travail permanents. Le chargement est abrité des intempéries.

L'exploitant réalise ou fait réaliser un contrôle du chargement à l'aide d'un radiomètre portable, correctement étalonné, pour repérer et isoler le(s) déchet(s) douteux. Par ailleurs, il réalise ou fait réaliser une analyse spectrométrique des déchets douteux pour identifier la nature et l'activité de chaque radioélément.

La gestion du déchet radioactif est réalisée en fonction de la période du radioélément et débit de dose au contact du déchet. Ceci peut conduire à isoler le déchet durant la durée nécessaire pour assurer la décroissance radioactive, à refuser le déchet et le retourner au producteur ou à demander à l'Andra de venir prendre en charge le déchet.

En cas de gestion de la source par décroissance, l'exploitant dispose d'un local fermé, situé à l'écart des postes de travail permanents, bénéficiant d'une signalétique adaptée (trèfle sur fond jaune) et de consignes de restrictions d'accès claires et bien apparentes.

L'immobilisation et l'interdiction de déchargement sur le site ne peuvent être levées, dans le cas d'une source ponctuelle, qu'après isolement des produits ayant conduit au déclenchement du détecteur. L'autorisation de déchargement du reste du chargement n'est accordée que sur la base d'un nouveau contrôle ne conduisant pas au déclenchement du détecteur.

Constats :

La procédure de gestion des déchets radioactifs sur le site répond à la demande de l'arrêté préfectoral. Une aire dédiée à l'accueil des véhicules positifs à la détection radioactive a été définie à l'entre du site, à proximité du pont bascule. Une bâche permettant la mise à l'abri des intempéries du chargement y est tenue à disposition. Cet emplacement apparaît cependant peu pertinent car trop proche du pont bascule et de l'entrée du site. L'exploitant indique qu'il sera déplacé dans le cadre du réaménagement du site.

L'exploitant a contractualisé avec la société ONET pour qualifier sous un délai maximal de 48h le radioélément identifié en cas de détection du portique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Bilan de l'autosurveillance des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 9.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, GERE
Prescription contrôlée : L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.
Constats : Aucune déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets n'a été effectuée depuis l'autorisation du site en 2018. Pour l'année 2022, la déclaration devait être effectuée avant le 31 mars 2023.
<u>Demande d'action corrective</u> L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour s'assurer, sous 1 mois, qu'il dispose d'un compte Cerbere et des droits nécessaires pour accéder au portail GERE. Il effectue avant le 31 mars 2025, la déclaration des émissions polluantes et des déchets de l'année 2024.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 8 : Auto surveillance de la qualité des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Point de rejet n°3 Paramètres . Type de prélèvement FL Périodicité de la mesure MES DCO DBOS Hydrocarbures totaux Métaux totaux (Pb, Cu, Cr, , Ni, Zn, Sn, Cd, He, Fe, A1) Echantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. Annuelle

<p>Chrome hexavalent</p> <p>Indice phénols</p> <p>Cyanures totaux</p> <p>AOX</p> <p>PCB</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que suite aux dépassements observés en MES, DCO, DBO5 et AOX sur le contrôle d'avril 2023, un nettoyage du débourbeur, du bassin tampon et des réseaux a été effectué en mai 2024. Les bordereaux de suivi de déchets associés au transport et traitement des eaux hydrocarburées générées ont été présentés.</p> <p>Les résultats de mesure des rejets aqueux du 17/06/24 révèlent néanmoins un dépassement en DBO5 (75 mg/L au lieu des 30 mg/L autorisés). L'exploitant estime que les nouvelles mesures de gestion du site (arrêt notamment du stockage de pièces huileuses à l'air libre) pourrait suffire à retrouver un rejet conforme. Il indique également qu'un défaut d'oxygénation du bassin avant rejet peut être à l'origine de ce dépassement et que, dans le cadre de la réorganisation du site, l'ajout d'un moyen d'oxygénation des eaux avant rejet sera étudiée.</p> <p><u>Demande d'action corrective :</u></p> <p>L'exploitant engage les actions correctives nécessaires pour que le rejet des eaux pluviales du site respecte les valeurs limites d'émissions prescrites par l'arrêté préfectoral du 15/11/2018 et réalise sous 2 mois une nouvelle mesure dont il transmet les résultats à l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 9 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 7.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées au moins une fois par an par une personne compétente.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de vérification des installations électriques et Q18 du 29/03/2024 ont été présentés à l'Inspection. Ils relèvent 2 observations nouvelles (les observations récurrentes identifiées lors de l'inspection de 2023 ont été levées) pour lesquelles l'exploitant s'est engagé à faire intervenir son électricien en septembre 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 7.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique</p>

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : (...)

- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 71.1 ;
- d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- d'un système d'alarme incendie ;
- de robinets d'incendie armés ;
- un bac de sable lorsque des opérations de découpage au chalumeau sont effectuées sur le site ;
- de matériels de protection adaptés.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

Le registre de sécurité indique que :

- le dernier contrôle des extincteurs a eu lieu le 22/02/2024, sans observations,
- le dernier contrôle des RIA a eu lieu le 21/02/2024, et signale 2 RIA à réparer sur les 3 du site (diffuseur manquant ou endommagé).

L'exploitant précise que la société IROISE PROTECTION a réalisé un audit de sécurité du site afin de vérifier l'adéquation des moyens de lutte incendie et doit transmettre un devis notamment pour la réparation des RIA.

Demande d'action corrective :

L'exploitant transmet sous 1 mois à l'inspection un devis signé relatif à la mise en conformité des RIA.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 11 : Registre et traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44

Thème(s) : Risques chroniques, Registre

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu les informations suivantes :

- la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage ;
- le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ;
- le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ;
- la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;

<ul style="list-style-type: none"> - la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; - le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; - la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ; - le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué.
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'Inspection, les agents d'accueil qui ont la charge de la saisie des informations dans le logiciel NESSY, sont en formation et il n'a pas été possible de les interroger. L'exploitant a cependant présenté des impressions du registre de police et le modèle des fiches de dépollution qui sont utilisées. Ces différents éléments regroupent a priori toutes les informations requises.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > I.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, VHU avant dépollution</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack). Les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois. A compter du 1er juillet 2024 : L'opération d'enlèvement de la batterie est réalisée selon les modalités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour tous les véhicules hors d'usage, la batterie de démarrage est déconnectée dès réception du véhicule hors d'usage puis enlevée dudit véhicule hors d'usage dans le premier mois de son entreposage ; - pour les véhicules hors d'usage électriques ou hybrides, un contrôle de sécurité de la batterie source d'alimentation principale est réalisé immédiatement par du personnel habilité, puis celle-ci est enlevée dudit véhicule hors d'usage dans le premier mois de son entreposage ; - pour les véhicules hors d'usage accidentés : - les batteries de démarrage et de puissance sont retirées avant la fin du premier jour ouvré suivant la réception, sauf si le démontage de la batterie est impossible en moins de quatre heures ; - après enlèvement, les batteries issues de ces véhicules hors d'usage sont stockées séparément des autres batteries. <p>La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention. La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est imperméable et munie de rétentions.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'Inspection, la zone d'entreposage des VHU avant dépollution ne compte que 3 véhicules pour lesquels la batterie a été retirée. L'exploitant précise que les VHU électriques ou hybrides ne sont pas acceptés sur le site ainsi que les véhicules accidentés en attente d'expertise.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Aire de dépollution, démontage et découpage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42
Thème(s) : Risques chroniques, Dépollution
Prescription contrôlée : L'aire de dépollution est aérée et ventilée et abritée des intempéries. Seul le personnel habilité par l'exploitant peut réaliser les opérations de dépollution. La dépollution s'effectue avant tout autre traitement.
Constats : L'aire de dépollution se situe dans un bâtiment fermé sur 3 côtés, elle est donc aérée et ventilée naturellement et abritée des intempéries. Les fluides liquides extraits sont collectés et transférés par des tuyauteries souples dans des cuves placées sur rétention. Les gaz de climatisation sont récupérés et stockés dans des bouteilles adaptées. L'exploitant a indiqué que les personnels en charge de la dépollution des VHU disposaient des formations et attestations d'aptitude requises pour le retrait des fluides frigorigènes. Ce point n'a cependant pas été contrôlé par l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Entreposage des pneumatiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > II.
Thème(s) : Risques accidentels, Pneus
Prescription contrôlée : Les pneumatiques retirés des véhicules sont entreposés dans une zone dédiée de l'installation. La quantité maximale entreposée ne dépasse pas 300 m ³ et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres. L'entreposage est réalisé dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. Si la quantité de pneumatiques stockés est supérieure à 100 m ³ , la zone d'entreposage est à au moins 6 mètres des autres zones de l'installation.
Constats : L'entreposage des pneumatiques est effectué dans des bennes de 30-40m ³ . Le jour de l'inspection 2 bennes sont présentes sur site dont une pleine qui doit être enlevée dans les prochains jours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des v...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > III.
Thème(s) : Risques accidentels, Fluides et pièces polluées
Prescription contrôlée : Toutes les pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries. Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage

<p>(carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention. Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches. Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétention.</p> <p>Les pièces ou fluides ne sont pas entreposés plus de six mois sur l'installation.</p> <p>L'installation dispose de produit absorbant en cas de déversement accidentel.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les fluides liquides extraits des VHU lors de la dépollution sont stockés dans des cuves placées sur rétention. Les batteries sont stockées en caisse palette étanche, sous abri.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > IV.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, VHU dépollués</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement.</p> <p>La hauteur ne dépasse pas 3 mètres. Une zone accessible au public peut être aménagée pour permettre le démontage de pièces sur les véhicules dépollués. Dans cette zone, les véhicules ne sont pas superposés. Le démontage s'opère pendant les heures d'ouverture de l'installation. Des équipements de protection adéquates (gants, lunettes, chaussures...) sont mis à la disposition du public.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que le démontage et la vente de pièces détachées automobiles n'est plus réalisé sur le site.</p> <p>L'exploitant envisage de remettre en service la presse cisaille pour compacter les VHU dépollués avant leur expédition par camion benne pour broyage sur le site de Brest.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 17 : PFAS Campagne d'analyse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Recherche des PFAS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. (...)</p>
<p>Constats :</p>

La campagne de mesure n'a pas été réalisée dans le cadre de la reprise récente du site par le nouvel exploitant.

Demande d'action corrective :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réaliser la campagne de 3 prélèvements mensuels successifs de mesure des PFAS conformément à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 avant la fin du mois de novembre 2024. L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse dans l'application GIDAF.

Type de suites proposées : Susceptible de suites